

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 juillet 2022

PROJET DE LOI

**introduisant une mesure temporaire
de droit passerelle suite au conflit
entre la Russie et l'Ukraine**

RAPPORT DE LA PREMIÈRE LECTURE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'EMPLOI ET
DES PENSIONS
PAR
MME. **Cécile CORNET**

SOMMAIRE

Pages

I. Expose introductif.....	3
II. Discussion generale	4
A. Questions et observations des membres	4
B. Réponses	10
C. Répliques	13
D. Réponses complémentaires	14
E. Ultimes répliques et réponses	14
III. Discussion des articles et votes	15

Voir:

Doc 55 **2777/ (2021/2022):**
001: Projet de loi.

Voir aussi:

003: Articles adoptés en première lecture.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 juli 2022

WETSONTWERP

**tot invoering van een tijdelijke maatregel
overbruggingsrecht naar aanleiding
van het conflict tussen Rusland en Oekraïne**

VERSLAG VAN DE EERSTE LEZING

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR SOCIALE ZAKEN, WERK EN
PENSIOENEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW **Cécile CORNET**

INHOUD

Blz.

I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Algemene bespreking.....	4
A. Vragen en opmerkingen van de leden	4
B. Antwoorden	10
C. Replieken	13
D. Aanvullende antwoorden	14
E. Laatste replieken en antwoorden.....	14
III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen	15

Zie:

Doc 55 **2777/ (2021/2022):**
001: Wetsontwerp.

Zie ook:

003: Artikelen aangenomen in eerste lezing.

07513

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Marie-Colline Leroy

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Björn Anseeuw, Wim Van der Donckt, Valerie Van Peel
Ecolo-Groen	Kristof Calvo, Cécile Cornet, Marie-Colline Leroy
PS	Chanelle Bonaventure, Jean-Marc Delizée, Sophie Thémont
VB	Ellen Samyn, Hans Verreyt
MR	Christophe Bomblé, Florence Reuter
CD&V	Nahima Lanjri
PVDA-PTB	Nadia Moscufo
Open Vld	Tania De Jonge
Vooruit	Anja Vanrobaeys

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Frieda Gijbels, Sigrid Goethals, Katrien Houtmeyers, Wouter Raskin
Laurence Hennuy, Kathleen Pisman, Dieter Vanbesien, Gilles Vanden Burre
N., Leslie Leoni, Eliane Tillieux, Philippe Tison
Ortwin Depoortere, Dominiek Snepe, Frank Troosters
Daniel Bacquelaine, Denis Ducarme, Vincent Scourneau
Nathalie Muylle, Els Van Hoof
Gaby Colebunders, Sofie Merckx
Maggie De Block, Egbert Lachaert
Vicky Reynaert, Gitta Vanpeborgh

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtig lid:

Les Engagés Catherine Fonck

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi
QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral
CRABV	Compte Rendu Analytique
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
PLEN	Séance plénière
COM	Réunion de commission
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Plenum
COM	Commissievergadering
MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi, en première lecture, au cours de sa réunion du 6 juillet 2022.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF

Pour M. David Clarinval, ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, ce projet de loi répond à l'impact subi par tous les travailleurs indépendants, les aidants, les conjoints aidants et les étudiants entrepreneurs qui, en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine, sont confrontés à une perte considérable de chiffre d'affaires et de revenus et ce, quel que soit le secteur dans lequel ils sont actifs.

Le gouvernement a créé une mesure de crise spécifique, basée sur le deuxième pilier du droit passerelle de crise.

L'objectif est d'octroyer une aide ciblée aux travailleurs indépendants qui en ont besoin.

Pour ce faire, ils doivent:

— démontrer une diminution du chiffre d'affaires d'au moins 40 %. Et cela par rapport au même mois en 2019, qui est l'année de référence;

— démontrer un lien entre la baisse du chiffre d'affaires et le conflit Russo-Ukrainien.

Quant aux travailleurs indépendants à titre complémentaire, ils auront la possibilité de recevoir d'une demie prestation financière.

Le lien de causalité direct est relativement stricte, parce qu'on voudrait seulement intervenir pour ces travailleurs indépendants qui sont directement impactés par le conflit Ukraine – Russie.

Ceci démontre que les travailleurs indépendants savent s'adapter vite aux circonstances changeantes. Un indépendant cherche d'abord une solution et seulement si il ne trouve pas une solution il fera appel à l'aide du droit passerelle.

La mesure prévoit un budget total de 5 millions d'euros pour la période avril 2022- juin 2022.

Ceci sera financé par la dotation d'équilibre du régime des travailleurs indépendants

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp in eerste lezing besproken tijdens haar vergadering van 6 juli 2022.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

De heer David Clarinval, minister van Middenstand, Zelfstandigen, kmo's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, belast met Buitenlandse Handel, geeft aan dat het voorliggende wetsontwerp een antwoord biedt op de impact die alle zelfstandigen, helpers, meewerkende echtgenoten en studenten-ondernemers ondervinden. Door het conflict tussen Rusland en Oekraïne worden zij immers geconfronteerd met een aanzienlijke daling van hun omzet en inkomsten, ongeacht de sector waarin zij actief zijn.

De regering heeft een specifieke crisismaatregel ontwikkeld op basis van de tweede pijler van het crisisoverbruggingsrecht.

Het doel is gerichte steun aan de zelfstandigen die er nood aan hebben.

Daartoe moeten zij:

— een omzetedaling van minstens 40 % aantonen ten opzichte van dezelfde maand in het referentiejaar 2019;

— een verband aantonen tussen de omzetedaling en het conflict tussen Rusland en Oekraïne.

De zelfstandigen in bijberoep zullen een gehalveerde financiële uitkering kunnen krijgen.

Het rechtstreekse oorzakelijk verband is tamelijk strikt opgevat, omdat de tegemoetkomingen louter bedoeld zijn voor de zelfstandigen die rechtstreeks getroffen worden door het conflict tussen Oekraïne en Rusland.

Een en ander toont aan dat een zelfstandige zich snel kan aanpassen aan veranderende omstandigheden. Een zelfstandige zoekt eerst zelf een oplossing en pas als hij die niet vindt, zal hij een beroep doen op het overbruggingsrecht.

De maatregel voorziet in een budget van in totaal 5 miljoen euro voor de periode april 2022-juni 2022.

De financiering is afkomstig van de evenwichtsdotatie van het zelfstandigenstelsel.

Le ministre assure qu'il n'y a aucun risque que le budget soit dépassé. En effet, les chiffres d'avril et de mai démontrent qu'on reste encore dans le budget même en additionnant ce droit passerelle à celui de la crise COVID (actuellement 21 dossiers).

II. — DISCUSSION GENERALE

A. Questions et observations des membres

M. Björn Anseeuw (N-VA) estime que ce projet de loi ne témoigne pas d'une politique durable et bien réfléchie. Il est notamment regrettable qu'il ne s'agisse pas encore de la réforme structurelle du droit passerelle qui est tant attendue, mais seulement d'une nouvelle mesure *ad hoc*.

Sur la forme, l'intervenant déplore la méthode de travail du ministre. Il fait remarquer que ce projet de loi arrive fort tard sur les bancs de la Chambre des représentants. Alors qu'il concerne la période allant du 1^{er} avril au 30 juin 2022, il est seulement discuté par la commission le 6 juillet 2022. En outre, bien que l'urgence ait été demandée et obtenue par le gouvernement, 7 semaines se sont écoulées depuis la réception de l'avis urgent du Conseil d'État. Ce long délai contraste avec le délai très court d'une semaine qui a été laissé au Conseil d'État pour remettre son avis. L'examen par le Conseil d'État s'est donc limité à un examen formel. C'est regrettable, car la portée exacte du texte reste assez vague et peut être sujette à interprétation. D'après M. Anseeuw, il y aurait même lieu de s'interroger si ce n'était pas prémedité afin que le Conseil d'État ne se penche pas trop longuement sur la rétroactivité et sur la possibilité prévue de prolonger la mesure par arrêté royal.

M. Anseeuw se demande si, ce faisant, le ministre n'ouvre pas une porte dont on ne sait pas bien où elle mènera. Il s'inquiète en particulier du coût de la mesure. Il signale à cet égard que la Cour des comptes a publié un rapport à propos du droit passerelle COVID-19, dont il ressort que cette mesure a coûté des milliards d'euros, a conduit à des abus (le droit passerelle a été versé à des personnes qui n'en avait même pas besoin) et a promu l'inactivité.

L'intervenant pose ensuite les questions suivantes:

— Pourquoi le ministre a-t-il attendu 7 semaines après la réception de l'avis urgent du Conseil d'État, avant de demander la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi?

De minister benadrukt dat er geen enkel gevaar bestaat dat het budget wordt overschreden. De cijfers van april en mei tonen immers aan dat binnen het budget wordt gebleven, zelfs als dit overbruggingsrecht wordt opgeteld bij dat van de COVID-crisis (thans 21 dossiers).

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

De heer Björn Anseeuw (N-VA) is van mening dat dit wetsontwerp niet van duurzaam en doordacht beleid getuigt. Meer bepaald valt het te betreuren dat dit wetsontwerp niet de langverwachte structurele hervorming van het overbruggingsrecht aanreikt, maar slechts de zoveelste ad-hocmaatregel.

Vormelijk vindt de spreker de werkwijze van de minister betrekenswaardig. Hij merkt op dat dit wetsontwerp wel heel laat op de banken van de Kamer van volksvertegenwoordigers beland is. Het beoogt de periode van 1 april tot 30 juni 2022, maar werd pas op 6 juli 2022 in commissie besproken. Hoewel de regering de urgentie heeft gevraagd en verkregen, zijn bovendien zeven weken verstreken sinds het spoedadvies van de Raad van State ontvangen is. Die lange termijn staat in schril contrast met de schamele week die de Raad van State krijgt om zijn advies uit te brengen. De Raad van State heeft zich dan ook noodgedwongen tot een vormelijk onderzoek moeten beperken. Dat is des te jammerder daar de juiste draagwijdte van de tekst nogal vaag blijft en voor interpretatie vatbaar is. Volgens de heer Anseeuw rijst zelfs de vraag of er niet doelbewust op werd aangestuurd dat de Raad van State niet al te diep zou kunnen ingaan op de terugwerkende kracht en op de mogelijkheid de maatregel te verlengen bij koninklijk besluit.

De heer Anseeuw vraagt zich af of de minister zo geen pad bewandelt waarvan niet bekend is waar het toe zal leiden. Met name de kostprijs van de maatregel baart hem zorgen. In dit verband merkt hij op dat het Rekenhof in een verslag over het COVID-19-overbruggingsrecht aangeeft dat die maatregel miljarden euro's heeft gekost, tot misbruik heeft geleid (overbruggingsrecht uitbetaald aan wie het niet nodig had) en de inactiviteit heeft bevorderd.

Het lid stelt vervolgens de volgende vragen:

— Waarom heeft de minister zeven weken gewacht na de ontvangst van het dringend advies van de Raad van State alvorens hij heeft gevraagd dit wetsontwerp te agenderen?

— Combien de demandes d'intervention ont été effectivement déposées et combien en attend-on encore? Quel sera l'impact budgétaire de cette mesure? Comment cet impact a-t-il été évalué, dès lors qu'il semble difficile de prévoir à l'avance combien de demandes seront effectivement introduites?

— Le ministre a-t-il l'intention de prolonger la mesure par arrêté royal, après le 30 juin 2022, comme le projet de loi le prévoit? Si oui, pour quelle durée?

— Dans son exposé d'orientation politique, le ministre avait promis une réforme structurelle du cadre législatif du droit passerelle. Où en est-on?

— Enfin, comment éviter les abus, dès lors que la portée du présent projet de loi est sujette à interprétation, et que, par exemple, la pénurie de matières premières peut presque toujours être en partie imputée à la guerre en Ukraine? Comment fixer une limite?

Mme Cécile Cornet (Ecolo-Groen) indique que son groupe soutient ce droit passerelle, tout comme il a soutenu les autres droits passerelles par le passé. Cette mesure vise en effet à aider les indépendants qui sont confrontés à une situation dont ils ne sont pas responsables. L'intervenante salue en particulier le caractère ciblé de la mesure, au regard des conditions (perte de chiffre d'affaires et lien causal avec la situation en Ukraine).

Elle demande toutefois au ministre des précisions sur la manière dont la causalité avec le conflit russe-ukrainien sera évaluée. N'existe-t-il pas un risque de confusion dès lors qu'une première évaluation sera effectuée par la caisse d'assurances sociales tandis qu'une seconde évaluation sera réalisée par le SPF Sécurité sociale? Que se passera-t-il en cas de divergence d'appréciation entre ces deux instances? L'intervenante prend l'exemple de la filière du bois. Cette dernière était déjà en difficulté avant le conflit entre la Russie et l'Ukraine, mais ce dernier a aggravé la situation. Une telle situation est-elle visée par ce droit passerelle?

Mme Cornet demande également comment l'information sur l'existence de ce droit passerelle parviendra aux indépendants concernés? Quelles sont les mesures de communication envisagées?

L'intervenante interpelle aussi le ministre sur sa méthode de travail. Elle fait remarquer que le site web du SPF Sécurité sociale mentionnait déjà l'existence de ce

— Hoeveel steunaanvragen werden er werkelijk ingediend en hoeveel verwacht men er nog? Wat is de budgettaire impact van die maatregel? Hoe werd die impact ingeschat, aangezien het moeilijk lijkt op voorhand te voorzien hoeveel aanvragen er werkelijk zullen worden ingediend?

— Heeft de minister de intentie om de maatregel na 30 juni 2022 bij koninklijk besluit te verlengen, zoals het wetsontwerp bepaalt? Zo ja, voor welke duurtijd?

— De minister had in zijn beleidsverklaring een structurele hervorming beloofd van het wetgevend kader aangaande het overbruggingsrecht. Hoever staat het daarmee?

— Tot slot: hoe kunnen we misbruiken voorkomen, aangezien de draagwijde van het voorliggend wetsontwerp vatbaar is voor interpretatie en aangezien, bijvoorbeeld, de grondstoffenschaarste bijna altijd deels valt toe te rekenen aan de oorlog in Oekraïne? Waar moet de limiet liggen?

Mevrouw Cécile Cornet (Ecolo-Groen) stelt dat haar fractie dit overbruggingsrecht steunt, net als andere overbruggingsrechten in het verleden. Deze maatregel beoogt immers de zelfstandigen te helpen die worden geconfronteerd met een situatie waarvoor zij niet verantwoordelijk zijn. De spreekster juicht in het bijzonder de gerichtheid van de maatregel toe, gezien de omstandigheden (een omzetverlies en een oorzakelijk verband met de toestand in Oekraïne).

Zij vraagt echter verduidelijkingen aan de minister over de wijze waarop het oorzakelijk verband met het Russisch-Oekraïens conflict zal worden geëvalueerd. Bestaat er geen risico op verwarring nu een eerste controle zal worden uitgevoerd door het socialeverzekeringsfonds, terwijl een tweede controle zal gebeuren door de FOD Sociale Zekerheid? Wat zal er gebeuren bij een verschil in beoordeling tussen deze twee instellingen? De spreekster geeft de houtsector als voorbeeld. Die verkeerde reeds in moeilijkheden vóór het conflict tussen Rusland en Oekraïne, maar dit conflict heeft de toestand verergerd. Dient het overbruggingsrecht voor een dergelijke situatie?

Mevrouw Cornet vraagt ook hoe de informatie over het bestaan van dit overbruggingsrecht zal worden bezorgd aan de betrokken zelfstandigen? Wat zijn de voorgenomen communicatiemaatregelen?

De spreekster vraagt de minister tevens naar de werkwijze. Zij merkt op dat de website van de FOD Sociale Zekerheid reeds op 8 april 2022 melding maakte van

droit passerelle le 8 avril 2022, alors que la commission n'est saisie de ce projet de loi qu'aujourd'hui.

Elle constate enfin que la période concernée par la mesure est déjà écoulée et qu'il y a eu peu de dossiers. Dans ces conditions, elle demande si le ministre a l'intention de prolonger la mesure pour le 3^e trimestre 2022, voire au-delà, vu que la guerre et ses impacts sont loin d'être terminés.

M. Jean-Marc Delizée (PS) indique que son groupe est favorable à ce dispositif qui est bien cadré. Après la pandémie et les inondations, la guerre en Ukraine est en effet venue rajouter une couche de difficultés, sans parler de la flambée des prix de l'énergie. Il faudra bien sûr une analyse au cas par cas du lien de causalité entre la perte du chiffre d'affaires et la guerre en Ukraine.

L'intervenant remarque que les demandes d'interventions pourront être déposées jusqu'au 31 décembre 2022. Il demande combien de demandes ont déjà été reçues par les caisses d'assurances sociales et quel serait l'impact budgétaire.

L'intervenant aborde aussi la situation générale des travailleurs indépendants. Il se réfère notamment au récent rapport de la Fondation Roi Baudouin qui indique que 12 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. Ce rapport inclut 12 recommandations concernant la réforme structurelle du droit passerelle. Il recommande néanmoins de faire évoluer le droit passerelle afin qu'il puisse être attribué quelle que soit la cause de la perte de chiffre d'affaires, qu'il puisse aussi être cumulé avec d'autres revenus et qu'il ouvre des droits à la pension. M. Delizée interroge le ministre sur son appréciation de ce rapport de la Fondation Roi Baudouin.

M. Hans Verreyt (VB) se demande s'il est utile de continuer de prendre des mesures *ad hoc*, deux ans après le début de la pandémie. Plutôt que de prendre des mesures ponctuelles en fonction des crises, il vaudrait mieux prendre des mesures structurelles.

Il convient d'éviter les mesures avec effet rétroactif.

L'intervenant est également d'avis qu'il faut soutenir les indépendants.

Il considère toutefois que la méthode utilisée n'est pas la bonne.

Comment démontrer que la perte du chiffre d'affaires est bien liée au conflit ukrainien? Il est extrêmement

het bestaan van dit overbruggingsrecht, terwijl de commissie dit wetsontwerp pas vandaag te bespreken krijgt.

Zij stelt tot slot vast dat de periode waarop de maatregel betrekking heeft, reeds is verstreken en dat er weinig dossiers zijn ingediend. In die omstandigheden vraagt zij of de minister de intentie heeft om de maatregel te verlengen voor het derde trimester van 2022, of zelfs nog langer, aangezien de oorlog en de gevolgen ervan verre van afgelopen zijn.

De heer Jean-Marc Delizée (PS) meldt dat zijn fractie voorstander is van deze regeling, die goed afgebakend is. Na de pandemie en de overstromingen heeft de oorlog in Oekraïne immers voor extra moeilijkheden gezorgd, om nog maar te zwijgen van de forse stijging van de energieprijzen. Het oorzakelijk verband tussen het omzetverlies en de oorlog in Oekraïne moet uiteraard geval per geval worden beoordeeld.

De spreker merkt op dat de steunaanvragen zullen kunnen worden ingediend tot 31 december 2022. Hij vraagt hoeveel aanvragen de socialeverzekeringsfonden reeds hebben ontvangen en wat de budgettaire weerslag zou zijn.

De spreker haalt ook de algemene toestand van de zelfstandigen aan. Hij verwijst meer bepaald naar het recente verslag van de Koning Boudewijnstichting, dat aangeeft dat 12 % van de zelfstandigen onder de armoedegrens leeft. Dit verslag bevat twaalf aanbevelingen omtrent de structurele hervorming van het overbruggingsrecht. Het beveelt niettemin aan het overbruggingsrecht zo te ontwikkelen dat het kan worden toegekend ongeacht de oorzaak van het omzetverlies, dat cumulatie met andere inkomsten mogelijk wordt en dat er pensioenrechten geopend worden. De heer Delizée vraagt de minister wat hij van dit verslag van de Koning Boudewijnstichting vindt.

De heer Hans Verreyt (VB) vraagt zich af of het nuttig is ad-hocmaatregelen te blijven nemen, twee jaar na het begin van de pandemie. Structurele maatregelen verdienen de voorkeur boven gerichte maatregelen naargelang van de crises.

Retroactieve maatregelen moeten worden voorkomen.

De spreker vindt ook dat de zelfstandigen steun moeten krijgen.

Hij meent echter dat de gevuldte werkwijze niet de goede is.

Hoe kan men bewijzen dat het omzetverlies wel degelijk verband houdt met het Oekraïense conflict? Dat

difficile de pouvoir démontrer cela et les conditions insérées dans le projet de loi sont vagues.

Combien d'indépendants sont concernés par cette mesure? Quel sera l'impact budgétaire de cette mesure? Le ministre compte-t-il prolonger la mesure par le biais d'un arrêté royal?

Mme Florence Reuter (MR) soutient ce projet de loi, qui est extrêmement important pour les indépendants. Ces derniers sont confrontés à de grandes difficultés: la crise COVID, l'augmentation des matières premières et des coûts de production, ... Il est évident qu'il faut faire prendre des mesures pour aider les indépendants.

Le lien de causalité est évident pour certains types d'activités. Il l'est moins pour d'autres types. Il est donc important de pouvoir justifier une perte de chiffre d'affaires.

Peu de dossiers ont été rentrés. A-t-on déjà une estimation du nombre d'indépendants concernés par cette baisse du chiffre d'affaires de 40 %?

Mme Nahima Lanjri (CD&V) constate que l'on a déjà dû répéter à maintes reprises au sein de cette commission que nous traversons actuellement une période exceptionnelle qui appelle des mesures exceptionnelles. C'est également le cas pour le conflit en Ukraine. L'augmentation du coût de la vie à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés est due en grande partie à la guerre qui ravage l'Ukraine.

Le gouvernement a déjà pris dans ce cadre des mesures visant à soutenir l'économie et le pouvoir d'achat des citoyens. Un système de chômage temporaire pour force majeure "Ukraine" a par ailleurs été mis en place pour les travailleurs salariés. Il est donc logique d'instaurer également une mesure de soutien au profit des travailleurs indépendants. Beaucoup d'entre eux ont des contacts commerciaux étroits avec la zone touchée ou dépendent pour leur fonctionnement de matières premières ou d'autres produits provenant de cette zone. Le groupe CD&V est donc favorable à cette mesure, à condition qu'elle soit appliquée de façon justifiée et ciblée et qu'elle puisse être maintenue dans le temps. L'intervenante émet certaines réserves à cet égard, car la guerre risque encore de durer très longtemps.

Mme Lanjri pose ensuite les questions suivantes:

— Le ministre soutient que cette mesure peut être mise en œuvre de façon ciblée. Il semble en effet qu'elle vise tout d'abord à protéger les personnes dont les activités dépendent directement de l'Ukraine et de la Russie. Or, le Conseil d'État relève dans son avis que les termes

is zeer moeilijk en de in het wetsontwerp opgenomen voorwaarden zijn vaag.

Hoeveel zelfstandigen kunnen deze maatregel genieten? Wat zal de budgettaire impact ervan zijn? Denkt de minister de maatregel te verlengen via een koninklijk besluit?

Mevrouw Florence Reuter (MR) steunt dit wetsontwerp, dat uiterst belangrijk is voor de zelfstandigen. Zij moeten het hoofd bieden aan grote moeilijkheden: de COVID-crisis, de stijging van de grondstofprijzen en de productiekosten enzovoort. Het is vanzelfsprekend dat er maatregelen moeten worden genomen om de zelfstandigen te helpen.

Het oorzakelijk verband is evident voor bepaalde soorten activiteiten, maar minder voor andere. Het is dus van belang een omzetverlies te kunnen aantonen.

Er werden weinig dossiers ingediend. Kan men reeds inschatten hoeveel zelfstandigen zijn getroffen door een omzetverlies van 40 %?

Mevrouw Nahima Lanjri (CD&V) geeft aan dat men al vaak in deze commissie heeft moeten zeggen dat het zeer bijzondere tijden zijn en dat bijzondere tijden ook bijzondere maatregelen vereisen. In die zin is het met het conflict in Oekraïne niet anders. De toegenomen levensduur waar mee men geconfronteerd wordt, is voor een groot stuk terug te leiden tot de oorlog in Oekraïne.

In dat kader nam de regering al maatregelen om de economie en de koopkracht van de burgers te ondersteunen. Ook voor de werknemers werd een systeem van tijdelijke werkloosheid overmacht wegens het Oekraïneconflict in het leven geroepen. Het is dan ook logisch dat men nu met een maatregel komt die de zelfstandigen zal ondersteunen. Vele zelfstandigen hebben nauwe handelscontacten met het getroffen gebied of zijn voor hun werking afhankelijk van grondstoffen of andere producten. De CD&V-fractie is dus voorstander van deze maatregel als die gericht gebruikt wordt, als die te verantwoorden valt en als men die ook kan volhouden. De spreekster maakt zich hieromtrent wel zorgen omdat de oorlog nog heel lang kan duren.

Mevrouw Lanjri stelt vervolgens de volgende vragen:

— De minister stelt dat deze maatregel gericht kan ingezet worden. Het primaire doel lijkt immers om de mensen die voor hun activiteiten rechtstreeks afhankelijk zijn van Oekraïne en Rusland te beschermen. In haar advies stelt de Raad van State dat de formulering

“directement affecté (...) par le conflit” et “lien causal clair” sont trop vagues pour que cette législation puisse être appliquée correctement. Dans sa réponse au Conseil d’État, le ministre cite plusieurs conditions claires qui doivent être remplies par les indépendants. Il évoque ainsi par exemple une pénurie de matières premières en raison du conflit ou la perte de débouchés. Le ministre pourrait-il préciser pourquoi ces conditions - et, le cas échéant, ces exemples - ne figurent pas dans l’exposé des motifs, comme le recommande le Conseil d’État? Le texte du projet de loi indique que le ministre n’a pas jugé opportun de le faire. L’intervenante demande des précisions sur ce point.

— Les indépendants à titre complémentaire pourront bénéficier du droit passerelle lié au conflit en Ukraine, alors qu’ils sont exclus du droit passerelle ordinaire. Le ministre pourrait-il expliquer pourquoi ils doivent pouvoir bénéficier de cette nouvelle forme de droit passerelle? Et comment les revenus de référence de 7 329,22 et de 14 658,44 euros ont-t-ils été calculés?

— Les mois durant lesquels un indépendant a recours au droit passerelle ne seront pas déduits du crédit de droit passerelle auquel l’intéressé a droit durant sa carrière. Pourquoi en est-il ainsi pour cette forme, alors que cette déduction a bien lieu pour d’autres formes de force majeure, comme par exemple en cas d’incendie? L’intervenante constate encore qu’à côté de cette non-déduction des mois de droit passerelle “Ukraine”, le projet de loi à l’examen prévoit que les droits sociaux ne sont pas maintenus pendant cette période. Le ministre pourrait-il expliquer quelle est la logique qui sous-tend ce raisonnement?

— Le ministre a indiqué que la mesure coûterait 5 millions d’euros pour la période d’avril à juin 2022. Mme Lanjri s’interroge sur le coût de la mesure sur une base annuelle, dès lors que le ministre pourrait prolonger la mesure par arrêté royal. Si la mesure coûte 5 millions d’euros pour 21 dossiers, cela revient en moyenne à 238 000 euros par dossier. En extrapolant ces chiffres sur une année, on arrive à un coût annuel de 20 millions d’euros. Quel est l’impact budgétaire annuel total de la mesure? Quels sont les moyens de financement prévus?

— L’intervenante demande enfin un état des lieux de la réforme globale du droit passerelle que le ministre est en train de préparer. En effet, on a pu constater pendant la pandémie de coronavirus que la réglementation actuelle n’est pas suffisamment adaptée à certaines situations de force majeure, comme une pandémie ou

“rechtsreeks getroffen door het conflict” en “een duidelijk oorzakelijk verband” onvoldoende duidelijk is om deze wetgeving op een correcte manier toe te passen. In zijn antwoord aan de Raad van State geeft de minister een aantal duidelijke voorwaarden waaraan de zelfstandigen moeten voldoen. Zo gaat het bijvoorbeeld om “een gebrek aan grondstoffen door het conflict” of om “het wegvalLEN van een afzetmarkt”. Kan de minister zeggen waarom hij deze voorwaarden en eventuele voorbeelden niet opgenomen heeft in de memorie van toelichting zoals de Raad van State dit aanbeveelt? In de tekst van het wetsontwerp staat dat de minister dat niet opportuun acht. Kan de minister uitleggen waarom?

— Zelfstandigen in bijberoep zullen recht hebben op het overbruggingsrecht voor het Oekraïneconflict terwijl zij geen aanspraak kunnen maken op het reguliere overbruggingsrecht. Kan de minister zeggen waarom zij wel recht moeten hebben op de nieuwe vorm van overbruggingsrecht? En hoe komt de minister aan de bedragen voor het referte-inkomen van 7 329,22 en 14 658,44 euro?

— De maanden waarvoor een zelfstandige een beroep doet op het overbruggingsrecht zullen niet in rekening worden gebracht op het krediet aan overbruggingsrecht waarop hij recht heeft gedurende zijn loopbaan. Waarom is dit zo voor deze vorm daar waar andere vormen van overmacht zoals een brand wel in mindering worden gebracht van het krediet? Tegenover het niet in aanmerking nemen van de maanden overbruggingsrecht Oekraïne voor het totale krediet van de zelfstandige, staat dan weer dat er geen behoud is van sociale rechten tijdens de periode overbruggingsrecht Oekraïne. Kan de minister de logica hierachter wat verduidelijken?

— De minister heeft meegedeeld dat de maatregel 5 miljoen euro zou kosten voor de periode april-juni 2022. Mevrouw Lanjri vraagt zich af wat het kostenplaatje van de maatregel op jaarbasis zal zijn, aangezien de minister de maatregel via koninklijk besluit zou kunnen verlengen. Als er met 5 miljoen euro 21 dossiers kunnen worden ondersteund, komen de kosten op gemiddeld 238 000 euro per dossier. Wanneer die cijfers over een jaar worden geëxtrapoleerd, lopen de jaarlijkse kosten op tot 20 miljoen euro. Wat is de totale jaarlijkse budgettaire impact van die maatregel? Hoe zal die worden gefinancierd?

— Tot slot vraagt de spreekster naar een stand van zaken van de algemene hervorming van het overbruggingsrecht die de minister voorbereidt. Tijdens de coronapandemie bleek immers dat de huidige regelgeving onvoldoende afgestemd is op bepaalde overmachtssituaties, zoals een pandemie of een gewapend conflict.

un conflit armé par exemple. Quand les textes relatifs à cette réforme globale seront-ils soumis à la Chambre?

Mme Nadia Moscufo (PVDA-PTB) se rallie aux demandes d'explications formulées par ses collègues sur la méthode de travail du ministre.

Sur le fond, elle indique que son groupe soutiendra ce projet de loi, même s'il a aussi développé d'autres pistes pour aider les indépendants de manière plus structurelles. Elle cite le plafonnement des primes d'assurance et des frais bancaires ainsi que le gel des prix de l'énergie.

Mme Moscufo se joint aussi aux questions posées à propos du nombre de personnes visées par la mesure projetée et des intentions du ministre d'éventuellement prolonger la mesure par arrêté royal.

Mme Tania De Jonge (Open Vld) rappelle que le gouvernement a pris des mesures pour soutenir les travailleurs, les indépendants et les entreprises. Ces mesures ont fonctionné.

L'intervenante est favorable à l'application de mesures similaires pour les entreprises impactées par le conflit ukrainien.

Mme De Jonge a quelques questions:

— Pourquoi le projet de loi prend fin le 30 juin 2022?

— L'arrêté royal est-il en préparation? Quand va-t-

— Quels secteurs ont été le plus durement touchés par le conflit ukrainien? Combien d'indépendants vont-ils demander l'application de cette mesure?

Mme Anja Vanrobaeys (Vooruit) rappelle qu'il est important de soutenir les indépendants pendant les crises.

Une protection sociale forte est importante.

L'intervenante a des questions similaires à ses collègues. Le projet de loi va-t-il être prolongé par le biais d'un arrêté royal?

Concernant le nombre de demandes, Mme Vanrobaeys se demande de quel secteur ces demandes émanent.

Les indépendants à titre complémentaire peuvent-ils bénéficier de la mesure?

Wanneer zullen de teksten over deze algemene hervorming aan de Kamer worden voorgelegd?

Mevrouw Nadia Moscufo (PVDA-PTB) schaart zich achter de vragen om uitleg van haar collega's over de werkmethode van de minister.

Ze deelt mee dat haar fractie dit wetsontwerp inhoudelijk zal steunen, hoewel ze ook andere sporen heeft gesuggereerd om de zelfstandigen op een structurele manier te helpen. De spreekster verwijst naar de plafonnering van de verzekeringspremies en de bankkosten en naar de bevriezing van de energieprijzen.

Ook mevrouw Moscufo wil weten hoeveel mensen de in uitzicht gestelde maatregel wil bereiken en of de minister van plan is die maatregel eventueel bij koninklijk besluit te verlengen.

Mevrouw Tania De Jonge (Open Vld) herinnert eraan dat de regering maatregelen heeft genomen om de werknemers, de zelfstandigen en de bedrijven te ondersteunen en dat die maatregelen hebben gewerkt.

De spreekster vindt het goed dat er gelijkaardige maatregelen komen ten gunste van bedrijven die onder het Russisch-Oekraïense conflict te lijden hebben.

Mevrouw De Jonge heeft echter nog enkele vragen:

— Waarom loopt de in uitzicht gestelde wet af op 30 juni 2022?

— Is men bezig met de opmaak van het koninklijk besluit?

— Welke sectoren werden het hardst door het Oekraïense conflict getroffen? Hoeveel zelfstandigen zullen een aanvraag voor die maatregel indienen?

Mevrouw Anja Vanrobaeys (Vooruit) wijst erop hoe belangrijk het is dat zelfstandigen tijdens crisissen worden ondersteund.

Een sterke sociale bescherming maakt daarbij een wezenlijk verschil.

De vragen van de spreekster lopen gelijk met die van haar collega's. Zal het wetsontwerp via een koninklijk besluit worden verlengd?

Mevrouw Vanrobaeys had graag geweten uit welke sectoren de aanvragen komen.

Komen zelfstandigen in bijberoep voor de maatregel in aanmerking?

L'intervenante souligne qu'il convient de mener une réforme structurelle à propos du droit passerelle. La Fondation Roi Baudouin indique que 12,2 % des indépendants vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Les indépendants disent avoir du mal à obtenir facilement des informations sur les types d'aides disponibles.

La Fondation Roi Baudouin suggère de financer un système de mentorat.

Que pense le ministre des recommandations de la Fondation Roi Baudouin?

B. Réponses

M. David Clarinval, ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, répond aux questions des membres de la manière suivante:

Chiffres

Comme indiqué, à ce stade-ci, les chiffres sont faibles. Au mois d'avril 2022, 8 dossiers de droit passerelle Ukraine, sans charge de famille, et 5, avec charges de famille, ont été acceptés pour un montant total de 20 047 euros. Au mois de mai 2022, il s'agissait de 4 dossiers, sans charge de famille, et de 4 dossier, avec charges de famille, pour un montant total de 12 834 euros. Le ministre ajoute qu'il ne dispose pas encore des chiffres pour le mois de juin 2022.

Prolongation

Le ministre évaluera l'opportunité de prolonger la mesure par arrêté royal, en fonction de l'évolution des chiffres au mois de juin. En fonction de la tendance, il verra si ça vaut ou non la peine de prolonger la mesure.

Contrôle des conditions

Les conditions pour pouvoir bénéficier de ce droit passerelle sont strictes. Il faut remplir 3 conditions cumulatives: une perte d'au moins 40 % du chiffre d'affaires; un lien de causalité entre cette perte et le conflit russo-ukrainien; et le paiement par l'indépendant concerné de ses cotisations sociales provisoires au cours de 4 trimestres précédents sur 16.

Ce sont les caisses d'assurances sociales qui sont chargées de contrôler si les demandeurs répondent à

De spreekster benadrukt dat er een structurele hervervorming van het overbruggingsrecht moet komen. De Koning Boudewijnstichting geeft aan dat 12,2 % van de zelfstandigen onder de armoedegrens leeft. De zelfstandigen geven aan dat het moeilijk is om vlot aan informatie te geraken over de verschillende beschikbare vormen van hulp.

De Koning Boudewijnstichting stelt voor om financiële steun te verlenen aan een mentorschapssysteem.

Wat denkt de minister over de aanbevelingen van de Koning Boudewijnstichting?

B. Antwoorden

De heer David Clarinval, minister van Middenstand, Zelfstandigen, kmo's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, belast met Buitenlandse Handel, geeft de volgende antwoorden op de vragen van de commissieleden:

Cijfers

Zoals eerder aangegeven zijn er momenteel weinig cijfers beschikbaar. In april 2022 werden acht overbruggingsrechtdossiers 'Oekraïne' zonder gezinslast en vijf dergelijke dossiers met gezinslast goedgekeurd, voor een totaalbedrag van 20 047 euro. In mei 2022 ging het om 4 dossiers zonder gezinslast en om vier dossiers met gezinslast, voor een totaalbedrag van 12 834 euro. De minister voegt eraan toe dat hij nog geen cijfers voor juni 2022 heeft.

Verlenging

De minister zal op basis van de evolutie van de cijfers voor juli beoordelen of het wenselijk is de maatregel via koninklijk besluit te verlengen.

Controle op de voorwaarden

Er gelden strikte voorwaarden om dit overbruggingsrecht te kunnen genieten. Er dient aan drie cumulatieve voorwaarden te worden voldaan: de aanvrager moet een verlies van ten minste 40 % van de omzet aantonen, er moet een oorzakelijk verband zijn tussen dat verlies en het Russisch-Oekraïense conflict en de betrokken zelfstandigen moeten hun voorlopige sociale bijdragen daadwerkelijk hebben betaald gedurende ten minste vier van de zestien kwartalen voorafgaand aan het kwartaal van de aanvraag.

De socialeverzekeringsfondsen zullen dienen te controleren of de aanvragers aan die voorwaarden

ces conditions. C'est pour cette raison que le ministre ne connaît pas le nombre de demandes qui ont été déposées. Il est probable que certaines demandent ont été refusées. Le ministre ajoute que les contrôles mis en place sont encore plus stricts que ceux qui avaient été instaurés dans la cadre du droit passerelle COVID-19.

Lien de causalité

C'est le demandeur qui doit prouver le lien de causalité. Des exemples de lien de causalité sont le pénurie totale ou partielle de matières premières ou des interruptions dans la chaîne d'approvisionnement, à la suite des sanctions ou de l'embargo contre la Russie. Un autre exemple est la perte totale ou partielle de débouchés sur les marchés russe ou ukrainien, ou le fait d'avoir une relation commerciale directement affectée par les sanctions. En revanche, la hausse généralisée des prix n'est pas considérée comme suffisante. C'est le caractère spécifique du lien de causalité qui doit être démontré qui explique sans doute le faible nombre de demandes acceptées.

Impact budgétaire

Il existe un délai pour demander le droit passerelle Ukraine. Aujourd'hui, il est encore possible de le demander pour le mois d'avril. Il est donc trop tôt pour évaluer l'impact budgétaire exact. En revanche, le ministre se veut rassurant: vu qu'on est à environ 30 000 euros aujourd'hui, le montant budgété de 5 millions d'euros sera certainement suffisant. Le gouvernement a en outre demandé un monitoring budgétaire.

Réforme structurelle

Le ministre souligne que la mesure qui fait l'objet du présent projet de loi est une mesure ponctuelle, prise dans l'urgence, compte tenu de l'éclatement du conflit. Il confirme qu'il travaille, en parallèle, à une réforme structurelle du droit passerelle. Son cabinet a bien reçu un certain nombre d'avis, dont celui de la Fondation Roi Baudouin. 90 % des recommandations formulées par cette dernière figurent dans le texte du gouvernement qui est actuellement en discussion en réunions inter cabinets. Le ministre espère pouvoir obtenir un accord le plus rapidement possible. Certains espèrent un accord avant le 21 juillet. Le ministre préfère, si nécessaire, prendre un peu plus de temps, mais aboutir à un texte robuste qui soit partagé par tout le monde.

voldoen. Dat is ook de reden waarom de minister geen zicht heeft op het aantal ingediende aanvragen. Het is waarschijnlijk dat er aanvragen werden geweigerd. De minister voegt eraan toe dat de controles voor dit overbruggingsrecht nog strikter zijn dan die voor het COVID-19-overbruggingsrecht.

Oorzakelijk verband

De aanvrager moet het oorzakelijk verband bewijzen. Voorbeelden van een oorzakelijk verband zijn: het totale of gedeeltelijke tekort aan grondstoffen of onderbrekingen in de toeleveringsketen als gevolg van de sancties of van het embargo tegen Rusland. Andere voorbeelden: het geheel of gedeeltelijk wegval van de afzet op de Russische of Oekraïense markt, of een handelsrelatie die rechtstreekse gevolgen ondervindt van de sancties. Daarentegen worden de algemeen hogere prijzen niet voldoende geacht. De specifieke aard van het oorzakelijk verband moet worden aangetoond, wat wellicht verklaart waarom zo weinig aanvragen worden aanvaard.

Budgettaire weerslag

Er geldt een termijn om het overbruggingsrecht naar aanleiding van het conflict tussen Rusland en Oekraïne aan te vragen. Het recht kan thans nog worden aangevraagd met betrekking tot de maand april. Het is dus nog te vroeg om de exacte budgettaire weerslag te ramen. De minister wil echter geruststellen: het bedrag ligt thans rond de 30 000 euro; verwacht wordt dat het begrote bedrag van 5 miljoen euro ruimschoots zal volstaan. Voorts heeft de regering om een monitoring van de begroting verzocht.

Structurele hervorming

De minister benadrukt dat de maatregel in dit wetsontwerp eenmalig is en dringend werd genomen, na het losbarsten van het conflict. De minister bevestigt dat hij tegelijkertijd werkt aan een structurele hervorming van het overbruggingsrecht. Zijn beleidscel heeft meerdere adviezen ontvangen, waaronder dat van de Koning Boudewijnstichting, en 90 % van de door die stichting geformuleerde aanbevelingen werd opgenomen in de regeringstekst die thans in interkabinettenvergaderingen wordt besproken. De minister hoopt zo spoedig mogelijk een akkoord te kunnen bereiken. Sommigen mikken op een akkoord vóór 21 juli. De minister neemt desnoods liever wat meer tijd, als dat een solide tekst oplevert waar iedereen achter staat.

Avis du Conseil d'État

Le ministre répond à Mme Lanjri que l'exposé des motifs du projet de loi a été modifié, afin d'y intégrer les remarques du Conseil d'État sur l'article 3 de l'avant-projet de loi et sur le lien de causalité. Il ne s'agit pas de la version qui a été imprimée en premier lieu, mais de la version qui est actuellement sur le site web de la Chambre.

Rétroactivité

Le ministre comprend que les membres soient marris du fait que le projet de loi soit discuté après la période concernée. Il signale que le gouvernement a fait le choix d'utiliser la même méthode que celle qui avait été utilisée dans le cadre du droit passerelle COVID-19. Vu que la guerre est survenue de manière imprévue, l'objectif était d'être rapide pour permettre aux caisses d'assurances sociales d'être informées du dispositif et de pouvoir, à leur tour, en informer les indépendants dès le mois d'avril. A cette fin, une circulaire a été envoyées aux caisses d'assurances sociales, reprenant les grands principes contenus dans l'avant-projet de loi, sous réserve des débats parlementaires.

Concernant le délai de 7 semaines évoqué par M. Anseeuw, il est probablement dû à des problèmes administratifs et d'agenda pour obtenir les signatures nécessaires. Il n'y a, quoiqu'il en soit, aucune volonté de faire traîner les choses ou de mettre la Chambre de côté.

Le ministre ajoute que, dès que la réforme structurelle du droit passerelle sera validée par le gouvernement, l'objectif sera d'utiliser le nouveau mécanisme afin d'éviter ce genre de problèmes à l'avenir.

Abus

Le mécanisme de contrôle est identique à celui mis en place dans le cadre du droit passerelle COVID-19, sauf le lien de causalité avec le conflit russe-ukrainien qui doit être démontré.

Le ministre renvoie aux séances de questions orales au cours desquelles cette question des abus est fréquemment évoquée. Il ajoute qu'environ 200 millions d'euros de droits passerelles COVID-19 ont d'ores et déjà été récupérés. Il précise toutefois qu'il ne s'agit pas nécessairement d'abus ou de fraude. En 2020 et en 2021, des décisions très rapides ont dû être prises pour payer des droits passerelles aux indépendants qui se retrouvaient sans ressource. Des moyens ont été mis en place pour contrôler *a posteriori*. Il est donc normal

Advies van de Raad van State

De minister antwoordt mevrouw Lanjri dat de memorie van toelichting van het wetsontwerp werd aangepast, teneinde de opmerkingen van de Raad van State over artikel 3 van het voorontwerp van wet en over het oorzaakelijk verband erin op te nemen. Het betreft niet de versie die eerst werd gedrukt, maar de versie die thans op de website van de Kamer kan worden geraadpleegd.

Terugwerkende kracht

De minister begrijpt dat de leden het jammer vinden dat het wetsontwerp wordt besproken na de betreffende periode. Hij wijst erop dat de regering dezelfde methode heeft gekozen als bij het COVID-19-overbruggingsrecht. Aangezien de oorlog onverwachts is losgebarsten, werd beoogd de socialeverzekeringsfondsen snel op de hoogte te brengen van de regeling opdat zij, op hun beurt, vanaf april de zelfstandigen konden inlichten. Daartoe werd een rondzendbrief gestuurd naar de socialeverzekeringsfondsen, waarin de belangrijkste beginselen van het voorontwerp van wet werden toegelicht, onder voorbehoud van de parlementaire besprekingen.

De door de heer Anseeuw aan de kaak gestelde termijn van zeven weken is wellicht te wijten aan administratieve en agendaproblemen om de benodigde handtekeningen te verkrijgen. Toch mag het duidelijk zijn dat er geen enkele intentie bestond om de zaken te laten aanslepen of om de Kamer buiten spel te zetten.

De minister voegt eraan toe dat, zodra de structurele hervorming van het overbruggingsrecht door de regering wordt bekraftigd, ernaar zal worden gestreefd het nieuwe mechanisme te gebruiken om dergelijke problemen voortaan te voorkomen.

Misbruik

Het controlemechanisme is hetzelfde als bij het COVID-19-overbruggingsrecht, behalve dat het oorzaakelijk verband met het conflict tussen Rusland en Oekraïne moet worden aangetoond.

De minister verwijst naar de mondelinge-vragensesies tijdens welke het mogelijke misbruik vaak aan bod is gekomen. Hij voegt eraan toe dat al ongeveer 200 miljoen euro aan onterecht uitbetaalde uitkeringen in het raam van het COVID-19-overbruggingsrecht werd teruggevorderd. Hij verduidelijkt echter dat het niet per se om misbruik of fraude gaat. In 2020 en 2021 moesten heel snel beslissingen worden genomen om in het raam van het overbruggingsrecht uitkeringen te betalen aan de zelfstandigen die zonder inkomen vielen. Er werd

qu'on récupère les montants qui ont été versés aux personnes qui n'auraient pas dû les recevoir.

Information

Le ministre répond à Mme Cornet que le même mécanisme d'information qu'habituellement a été mis en place. Ce sont les caisses d'assurances sociales qui sont chargées d'informer les indépendants concernés. Il y a aussi eu quelques communications dans la presse.

Indépendants complémentaires

Le ministre confirme à Mme Lanjri que les indépendants complémentaires sont bien visés par le présent droit passerelle Ukraine, comme ils l'étaient d'ailleurs par les autres droits passerelles. La difficulté réside dans le fait que les indépendants complémentaires ne remplissent bien souvent pas la troisième condition relative au niveau de paiement des cotisations sociales. Le ministre ajoute que ce droit passerelle-ci n'est pas déduit des autres droits sociaux des travailleurs indépendants.

Secteurs concernés

Le ministre ne dispose pas encore d'analyse fouillée à ce sujet. En tous cas, l'agroalimentaire, les ventes de machines-outils et de véhicules, ainsi que le secteur du bois sont touchés.

Mentors

Le ministre estime que le système de mentors auquel Mme Vanrobaeys a fait allusion pourrait être une piste utile et intéressante à creuser. Le transfert de connaissance d'un indépendant à un autre indépendant d'une autre génération pourrait être, non seulement utile, mais aussi valorisant pour les personnes concernées.

C. Répliques

M. Björn Anseeuw (N-VA) estime que le ministre n'a pas répondu à sa question sur l'éventuelle prolongation de la mesure. Le ministre a dit qu'il n'a pas encore pris de décision et que ça dépendrait de l'évolution des chiffres. Mais, le ministre n'a pas dit que, si la tendance à la baisse se poursuivait, il ne prolongerait pas la mesure. L'intervenant voudrait donc savoir à quel niveau le ministre fixera la limite. Il estime en outre que la position du ministre est dangereuse. En effet, plus la liste des demandes acceptées sera courte, plus la question se posera de savoir, non pas combien de demandes sont acceptées, mais quelles demandes le sont. Le risque est que le ministre devra se prononcer sur une poignée

voorzien in middelen om *a posteriori* te controleren. Het is dan ook normaal dat bedragen worden teruggevorderd van wie ze eigenlijk niet had mogen ontvangen.

Informatie

De minister antwoordt mevrouw Cornet dat de gebruikelijke informatiekanalen werden gevuld. De socialeverzekeringsfondsen werden ermee belast de betrokken zelfstandigen te informeren. Er zijn ook enkele mededelingen in de media verschenen.

Zelfstandigen in bijberoep

De minister bevestigt aan mevrouw Lanjri dat dit overbruggingsrecht naar aanleiding van het conflict tussen Rusland en Oekraïne ook geldt voor de zelfstandigen in bijberoep, net als bij de andere vormen van overbruggingsrecht. Het grote knelpunt is dat de zelfstandigen in bijberoep doorgaans niet voldoen aan de derde voorwaarde, die betreffende de betaalde socialezekerheidsbijdragen. De minister voegt eraan toe dat dit overbruggingsrecht niet in mindering wordt gebracht van de andere sociale rechten van de zelfstandigen.

Betrokken sectoren

De minister beschikt in dezen nog niet over een doorwrochte analyse. De agrovoedingssector, de verkoop van gereedschapswerktuigen en van voertuigen, alsook de houtsector zijn hoe dan ook getroffen.

Mentoren

De minister geeft aan dat het door mevrouw Vanrobaeys geopperde systeem met mentoren een zinvol denkspoor is, dat nader mag worden verkend. Wanneer over de generaties heen kennis van de ene zelfstandige op de andere wordt overgedragen, dan kan dat voor de betrokkenen niet alleen nuttig maar ook verrijkend zijn.

C. Replieken

De heer Björn Anseeuw (N-VA) stelt dat de minister niet heeft geantwoord op zijn vraag over de eventuele verlenging van de maatregel. De minister heeft verklaard dat hij nog geen beslissing heeft genomen en dat zulks afhangt van hoe de cijfers evolueren. Daarentegen heeft hij de minister niet horen zeggen dat hij de maatregel niet zal verlengen mocht de neerwaartse trend aanhouden. De spreker wil dan ook weten waar de minister de grens zal trekken. Bovendien vindt hij dat de minister een gevaarlijk standpunt inneemt. Naarmate de lijst met aanvaarde aanvragen korter is, zal immers niet zozeer de vraag rijzen hoeveel aanvragen aanvaard zijn, dan wel welke. Het gevaar is dat de minister zich zal moeten

de dossiers concrets. Il serait donc préférable que le ministre fixe d'ores et déjà le nombre de demandes à partir duquel il prolongera la mesure.

Par ailleurs, à propos de l'urgence, M. Anseeuw n'est pas satisfait de la réponse du ministre. En effet, ce dernier demande l'urgence et l'obtient, mais, au lieu d'accélérer, il ralentit. C'est regrettable, car, durant ce délai, le Conseil d'État aurait pu se pencher davantage sur ce projet de loi. L'intervenant voudrait savoir combien de temps le ministre a dû attendre et de quelles signatures il s'agissait.

D. Réponses complémentaires

M. David Clarinval, ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, répond à M. Anseeuw qu'il ne connaît pas les indépendants qui ont déposé une demande. Il ne sait par exemple pas s'ils sont bruxellois, flamands ou wallons, ni même leur secteur d'activités. La décision du gouvernement de prolonger ou non la mesure ne sera donc en aucune manière basée sur les noms des indépendants concernés. Ce sont les caisses d'assurances sociales qui traitent les demandes. Quant aux recours, ils sont traités par l'INASTI. Le ministre et son cabinet n'interviennent donc pas dans des procédures individuelles. La décision de prolonger sera donc basée sur la tendance à la hausse ou à la baisse du nombre de demandes. Si les demandes s'éteignent, ça n'a pas de sens de prolonger une mesure qui n'est demandée par personne. En revanche, en cas de recrudescence des demandes au mois de juin, on pourrait envisager de prolonger la mesure.

E. Ultimes répliques et réponses

M. Björn Anseeuw (N-VA) suppose que le ministre prendra sa décision sur le nombre de dossiers acceptés et non sur le nombre de demandes, puisque celui-ci a affirmé qu'il ne connaissait pas le nombre de demandes. Par ailleurs, il signale qu'il n'a jamais prétendu que le ministre prendrait la décision de prolongation sur la base de l'identité des demandeurs. Il a seulement averti qu'il s'agirait d'une poignée de dossier sur lequel il est possible de coller des noms, ce qui peut rendre les choses plus difficiles.

L'intervenant répète sa question au sujet du report de la discussion du projet de loi. De quelles signatures s'agissait-il et combien de temps le ministre a-t-il dû attendre?

M. David Clarinval, ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, des

uitspreken over een handvol concrete dossiers. Het wäre dan ook beter dat de minister nu al bepaalt hoeveel aanvragen nodig zijn opdat hij de maatregel zou verlengen.

Wat bovenbieden de urgentie betreft, neemt de heer Anseeuw geen vrede met het antwoord van de minister. Hij vraagt én verkrijgt de urgentie, maar in plaats van op te schakelen remt hij af. Dat is des te jammer daar de Raad van State die tijd goed had kunnen gebruiken om dieper op het wetsontwerp in te gaan. De spreker wil weten hoelang de minister heeft moeten wachten en om welke handtekeningen het gaat.

D. Aanvullende antwoorden

De heer David Clarinval, minister van Middenstand, Zelfstandigen, kmo's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, belast met Buitenlandse Handel, antwoordt de heer Anseeuw dat hij niet weet welke zelfstandigen een aanvraag hebben ingediend. Hij weet niet of ze uit Brussel, Vlaanderen of Wallonië komen, noch in welke sector ze actief zijn. De beslissing van de regering om de maatregelen al dan niet te verlengen zal dus geenszins gebaseerd zijn op de namen van de betrokken zelfstandigen. De aanvragen zullen worden verwerkt door de socialeverzekeringsfondsen. De beroepen zullen worden behandeld door de RSVZ. De minister en zijn kabinet grijpen dus niet in individuele procedures in. De beslissing om al dan niet te verlengen zal dus gebaseerd zijn op de op- dan wel neerwaartse trend van het aantal aanvragen. Ingeval het aantal aanvragen uitdooft, heeft het geen zin een maatregel te verlengen waar niemand op zit te wachten. Mocht daarentegen blijken dat het aantal aanvragen in juni sterk stijgt, dan valt een verlenging te overwegen.

E. Laatste replieken en antwoorden

De heer Björn Anseeuw (N-VA) veronderstelt dat de minister zal beslissen op basis van het aantal aanvaarde dossiers en niet van het aantal aanvragen, aangezien hij heeft bevestigd dat hij dat laatste aantal niet kent. Voorts merkt hij op dat hij nooit heeft beweerd dat de minister tot een verlenging zou beslissen op basis van de identiteit van de aanvragers. Hij heeft er louter voor gewaarschuwd dat het zou gaan om een handvol dossiers, waarop namen kunnen worden gekleefd; dat kan de zaken moeilijker maken.

De spreker herhaalt zijn vraag over het uitstel van de besprekking van het wetsontwerp. Om hoeveel handtekeningen ging het en hoelang heeft de minister moeten wachten?

De heer David Clarinval, minister van Middenstand, Zelfstandigen, kmo's en Landbouw, Institutionele

Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, répète qu'il y a eu des problèmes administratifs au niveau des documents à signer. Il ne souhaite cependant pas dévoiler les noms des personnes en cause. Mais, il regrette amèrement le retard pris dans ce dossier.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article précise le fondement constitutionnel en matière de compétence et n'appelle aucun commentaire particulier.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

Art. 2 à 6

Ces articles n'appellent aucun commentaire particulier.

Les articles 2 à 6 sont successivement adoptés par 12 voix contre 3.

*
* * *

À la demande de *M. Björn Anseeuw (N-VA)*, la commission procèdera, en application de l'article 83.1 du Règlement, à une deuxième lecture. La commission souhaite disposer d'une note de légistique du Service juridique.

Le présent rapport a été approuvé le 12 juillet 2012.

La rapporteure,

Cécile CORNET

La présidente,

Marie-Colline LEROY

Hervormingen en Democratische Vernieuwing, belast met Buitenlandse Handel, herhaalt dat er administratieve problemen zijn geweest met de te ondertekenen documenten. De namen van de betrokkenen wil hij evenwel niet onthullen. Dat het dossier vertraging heeft opgelopen, betreurt hij ten zeerste.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel beoogt de constitutionele bevoegdheidsgrondslag te preciseren. Er worden geen opmerkingen over gemaakt.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Art. 2 tot 6

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

De artikelen 2 tot 6 worden achtereenvolgens aangenomen met 12 tegen 3 stemmen.

*
* * *

Op verzoek van *de heer Björn Anseeuw (N-VA)* zal de commissie, met toepassing van artikel 83.1 van het Reglement, overgaan tot een tweede lezing. De commissie wenst daartoe te beschikken over een wetgevingstechnische nota van de Juridische Dienst.

Het verslag werd goedgekeurd op 12 juli 2022.

De rapportrice,

Cécile CORNET

De voorzitster,

Marie-Colline LEROY